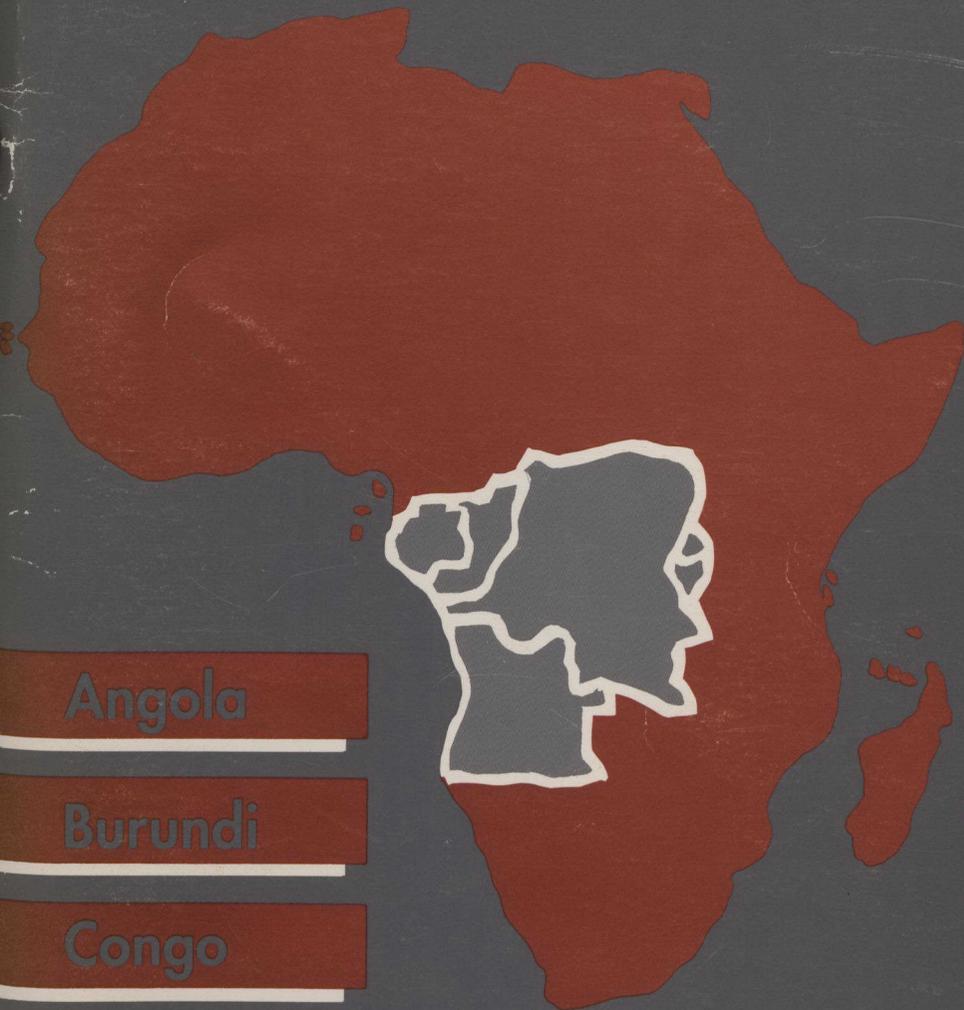


Guide de l'exportateur canadien

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada



Angola

Burundi

Congo

Gabon

anda

MAIN
HF
1010
.G86A5514
1991

Canada

.b2389083

MAIN
HF
1010
.G84A551A
1991
REF.

Guide de l'exportateur canadien

Table des matières

15-243-238



Angola

Burundi

Congo

Gabon

Rwanda

Zaïre

LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE
DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS /
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTERIEURES
125 SUSSEX
OTTAWA K1A 0G2

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
Direction de l'expansion du commerce en Afrique (GAT)
mars 1991



Table des matières

Introduction	2
République populaire d'Angola	3
République du Burundi	13
République populaire du Congo	21
République gabonaise	29
République rwandaise	41
République du Zaïre	49
Ressources à la disposition des gens d'affaires	59
Adresses utiles au Canada	69

Carte géographique : Angola, Burundi, Congo

Gabon, Rwanda, Zaïre 38

Introduction

Ce guide vise à faire connaître une région de l'Afrique qui regroupe les pays suivants : l'Angola, le Burundi, le Congo, le Gabon, le Rwanda et le Zaïre. Ensemble, ils totalisent une population d'environ 57 millions d'habitants et une superficie d'un peu moins de la moitié de celle du Canada.

Même si cette région possède des infrastructures sociales et physiques relativement peu développées, elle renferme néanmoins des ressources naturelles considérables, entre autres dans les secteurs de la foresterie (Zaïre, Gabon, Congo, Angola), du pétrole (Angola, Gabon, Congo), des minéraux (Zaïre, Angola, Gabon), etc. Le développement de ces ressources et de ces infrastructures offre un potentiel commercial fort intéressant pour les exportateurs canadiens de biens et de services. La population de ces pays est jeune et dynamique, et elle représente un autre atout important pour la région.

La majorité de ces pays traversent une période économique difficile qui limite leur capacité d'investissement. Cependant, les secteurs pétrolier et minier représentent de bonnes sources de financement privé tandis que les institutions multilatérales, telles la Banque africaine de développement et la Banque mondiale, financent plusieurs projets, plus spécialement dans les domaines des communications, de la foresterie, de l'agriculture, de l'énergie et de la formation.

Superficie : 1 246 700 km² Population : 5 236 461 (1986)

Capitale : Luanda (1 200 000)

Régime de gouvernement : République populaire marxiste

Chef d'Etat : José Eduardo dos Santos, Président

Langues : Le portugais est la langue officielle; divers dialectes bantous

Groupes ethniques : 37% Ovimbundu, 24% Kikongo, 13% Bakongo, 1% Mbandaka, 1% Européens

PMA : 4,2 milliards de francs CFA (1986) de la date : 28.6.2. (1987)

PPI : 96,7 milliards de francs CFA (1986) des statistiques

Monnaie : franc CFA

Usages : Luanda

République populaire d'Angola

Agriculture : Manioc, café, riz, maïs, légumes, café, cacao, sucre

Industries : Pétrole, exploitation minière, transformation de poissons, produits chimiques, produits pharmaceutiques, vêtements et chaussures

Principales exportations (1987) : Produits miniers, café, diamants, produits agricoles, bois de construction, produits chimiques, produits pharmaceutiques

Principales importations (1986) : Produits agricoles, produits pharmaceutiques, produits chimiques, matériel et équipements électriques, métaux

Services offerts aux détenteurs pour les entreprises congolaises :

1. Distribution pétrolière
2. Commerce
3. Construction

Statistiques de commerce extérieur (en millions de francs CFA)

	1987	1986	1985
Exportations	4,71	7,38	11,21
Importations	21,84	22,77	28,77

Superficie : 1 246 700 km² **Population** : 8 236 461 (1988)

Capitale : Luanda (1 000 000)

Système de gouvernement : République populaire marxiste

Chef d'État : José Eduardo Dos Santos, Président

Langues : Le portugais est la langue officielle; divers dialectes bantous

Groupes ethniques : 37 % Ovimbundus, 25 % Kinbundus, 13 % Bakongos,
2 % Mestiços, 1 % Européens

PIB : 4,7 milliards \$US (1987) **Service de la dette**: 28,6 % (1987)

PIB réel : 9,2 % (1988) **Taux d'inflation** : non disponible

Revenu per capita : 600 \$US (1987)

Devise : Kwanza (Kz) 29,92 Kz = 1 \$US (1989)

Agriculture : Manioc, maïs, plantain, bananes, café, sisal, coton, sucre

Industries : Pétrole, exploitation minière, transformation de poissons,
construction, brasseries

Principales exportations (1987) : Pétrole brut, café, diamants,
poissons, bois de construction,
coton

Principales importations (1986) : (importations non militaires)
Transport et équipements
électriques, métaux

Secteurs offrant des débouchés pour les entreprises canadiennes :

1. Équipements pétroliers
2. Génie conseil
3. Construction

Statistiques du commerce canadien (en millions de \$CAN) :

	1987	1988	1989
Exportations	4,77	3,98	11,31
Importations	121,84	82,77	88,77

Principaux partenaires (1987) :

Exportations (Total : 2,144 milliards \$US)

1. RFA
2. É.-U.
3. Brésil
4. Bahamas

Importations (Total : 1,253 milliard \$US)

1. Brésil
2. France
3. Pays-Bas
4. Portugal

Statut de la SEE : Financement cas par cas

Statut de l'ACDI : N'est pas un pays récipiendaire principal

Représentants canadiens :

Mme Monica J. Siig
Haut-Commissariat du Canada
C.P. 1430
Harare (Zimbabwe)
Câble : CANAD HARARE
Tél. : (011-263-4) 733881
Télex : (907) 24465 CANADA ZW
Télécopieur : (011-263-4) 733636

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
Direction de l'expansion du commerce en Afrique (GAT)
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2

Responsable :

Mme Sara Hradecky et M. R. Roy
Tél. : (613) 990-6582 et 990-6593
Télex : 053-3745
Télécopieur : (613) 990-3566

Représentants au Canada :

Il n'y a aucun représentant officiel accrédité au Canada. Cependant des discussions sont en cours afin que les autorités angolaises puissent être représentées au Canada.

Renseignements généraux

La guerre civile fait rage en Angola depuis 1975-1976. De plus, le pays a dû faire face, jusqu'à la fin de 1988, à une invasion par les forces armées sud-africaines. Cette situation a provoqué une détérioration dramatique des conditions sociales et du niveau de vie.

Situation politique et économique

À la suite de la conférence d'Alvor de janvier 1975, laquelle créait un gouvernement angolais transitoire, quatre mouvements menèrent une guerre fratricide pour le contrôle du pays. Le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola), appuyé par les Cubains et l'URSS, sortit victorieux de cette guerre. Cette victoire ne mit pas fin pour autant aux hostilités car l'UNITA, un des mouvements défaits par le MPLA, appuyé par les États-Unis et aidé par des interventions militaires directes de l'Afrique du Sud, put mener ses opérations de guérilla sur la plus grande partie du territoire angolais.

Ce n'est que récemment que des négociations conclues en décembre 1988 menèrent au retrait des troupes sud-africaines d'Angola et à l'évacuation progressive des forces cubaines.

À ce jour, les efforts en vue de la réconciliation du MPLA et de l'UNITA ont échoué et les combats continuent comme avant à travers le pays. Cependant des développements récents relatifs à la situation politique sont encourageants. Les deux parties, encouragées par le Portugal, les É.-U. et l'URSS, ont amorcé des discussions à Lisbonne en avril et se sont mises d'accord pour se rencontrer à nouveau sous peu pour entreprendre des négociations de paix.

Le président actuel de l'Angola dirige le pays depuis le décès du président Agosthino Neto en 1979. Les pouvoirs rattachés à ce poste se sont accrus avec le temps; en effet, le président est à la tête du MPLA et préside le Conseil de la défense et de la sécurité ainsi que la Commission permanente de l'Assemblée populaire qui, de fait, exerce le contrôle des activités législatives du pays. Dans le but d'appuyer les efforts conduisant à la réconciliation avec l'UNITA, le gouvernement du MPLA a récemment proposé la séparation du parti et du gouvernement; elle n'a cependant pas encore été réalisée.

L'Angola peut devenir un des pays les plus riches de l'Afrique. Il possède d'importantes réserves de pétrole, un potentiel hydro-électrique immense, de riches dépôts de minerais et de vastes terres arables. Cependant, son économie a atteint un stage avancé de dislocation en raison du conflit armé qui continue d'affliger le pays. Le seul point positif est la production pétrolière qui compte pour plus de 35 % du produit intérieur brut (PIB) et environ 90 % des exportations.

L'Angola a lancé quelques programmes limités de réhabilitation qui seront renforcés lorsque la paix sera rétablie. On s'attend à ce que la reconstruction du pays exige beaucoup de temps.

Relations extérieures

Les rapports avec les États-Unis ont constamment été tendus au cours des années. Cependant d'importantes relations d'affaires se sont établies entre l'Angola et des sociétés américaines. Plusieurs pays de l'Ouest ont reconnu le gouvernement du MPLA et ont de bonnes relations avec l'Angola. Les contacts avec le Brésil sont étroits alors qu'ils se sont récemment améliorés avec le Portugal. Les échanges sont nombreux et très suivis avec les pays du Bloc soviétique et Cuba. Cela n'empêche pas l'Angola de maintenir des relations économiques principalement avec les pays de l'Ouest.

Relations avec le Canada

Le Canada a reconnu le régime du MPLA en 1976. Depuis lors, le Canada a appuyé de manière continue la souveraineté angolaise et son intégrité territoriale, les efforts déployés en vue de la paix et la réconciliation nationale. Les relations avec l'Angola sont bonnes et il existe un intérêt mutuel à les développer davantage, particulièrement dans le secteur économique.

Coopération avec le Canada

Le Canada n'a pas de programme d'aide bilatérale en Angola. Cependant, l'ACDI fournit une aide alimentaire et finance un certain nombre d'organisations non gouvernementales canadiennes engagées dans des projets de développement et de soutien dans ce pays; elle participe à des opérations de secours d'urgence par l'intermédiaire de contributions à l'UNICEF ainsi qu'à la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge. Finalement l'Angola, en tant que membre de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, bénéficie d'un certain nombre de projets régionaux appuyés par l'ACDI, notamment dans le secteur énergétique.

Commerce avec le Canada

Les relations commerciales se sont progressivement renforcées au cours des dernières années. Récemment, le Canada a importé des quantités importantes de pétrole angolais.

La Société pour l'expansion des exportations (SEE) a mis en place trois lignes de crédit en rapport avec le développement du gisement pétrolier de Takula au large de Cabinda. Ces lignes de crédit ont pour but de faciliter et de promouvoir l'accès des biens et services pétroliers canadiens sur le marché angolais. Les bénéficiaires visés sont la Sonangol (la société pétrolière d'État), la Cabinda Gulf Oil Company (une filiale de Chevron/Gulf US) et Agip Angola (une filiale de Agip Italie).

Notes pour les voyageurs

Heure :

HNE + 6

Passeport et visa :

Un passeport et un visa valides sont exigés. Les visas peuvent être obtenus par l'intermédiaire des sociétés parraines ou organismes gouvernementaux. Un permis de sortie est également requis.

Vaccination :

Un certificat de vaccination contre la fièvre jaune est essentiel. Des certificats de vaccination contre le choléra, la typhoïde et la polio sont recommandés. (Un certificat de vaccination contre le choléra est nécessaire dans le cas où une personne provient d'une zone infestée).

Devises :

Il n'y a aucune restriction relative à l'importation de devises étrangères. Elles doivent cependant être déclarées à l'entrée dans le pays. En général, les cartes de crédit ne sont pas acceptées. (La carte American Express est acceptée dans les quelques hôtels et magasins qui ne transigent qu'en devises étrangères.)

Système bancaire :

La Banque Nationale de l'Angola (BNA) est responsable des transactions commerciales en devises étrangères. Les voyageurs canadiens devraient apporter des chèques de voyage en dollars américains qui pourront être convertis à la BNA, ou qui sont autrement acceptés dans les hôtels et magasins autorisés à transiger en devises étrangères.

Vêtements :

Des vêtements légers et non formels sont recommandés, spécialement à Luanda où le climat est chaud et humide.

Télécommunications :

Les communications internationales par téléphone et par télex avec l'Angola sont relativement bonnes; cependant, les communications téléphoniques intérieures sont mauvaises.

Santé :

On ne devrait boire que de l'eau bouillie ou en bouteille, ainsi que des boissons gazeuses, des eaux minérales, etc. Il est fortement recommandé d'apporter en quantité suffisante des médicaments prescrits par le médecin, car il pourrait s'avérer difficile de trouver de tels médicaments ou leur équivalent sur place.

Transport :

Les services de transport public sont limités et les taxis presque inexistants. Il est recommandé de louer une voiture par arrangement préalable.

Langue :

Le portugais est la principale langue de communication à Luanda. Le français et l'anglais sont un peu utilisés chez les cadres.

Exportations canadiennes en Angola

(en milliers de \$CAN)

	1989
Appareils pour la filtration ou l'épuration des eaux	3 117
Graisses de bovin, ovin ou caprin, brutes ou fondues, pressées ou extraites par des solvants	2 319
Amiante	1 885
Pièces d'appareils de filtration ou d'épuration des liquides ou des gaz, nda	1 566
Maïs de semence	941
Polyéthylène d'une densité inférieure à 0,94	797
Lentilles séchées, écosées, décortiquées ou cassées	131
Appareils d'émission pour télévision, radiotéléphonie, radiodiffusion, etc.	115
Autres	433
	<hr/>
Total (arrondi)	11 312

Importations canadiennes de l'Angola

(en milliers de \$CAN)

	1989
Extraits de pétrole ou de minéraux bitumineux, bruts	88 776
	<hr/>
Total (arrondi)	88 776

Superficie : 27 834 km² Population : 5 135 000 (1988)

Capitale : Bujumbura (150 000)

Système de gouvernement : régime présidentiel

Chef d'Etat : Michel Pierre Buvaya, Président

Langues : Le kirundi et le français sont les langues officielles; anglais

Groupes ethniques : 45 % Murya, 21 % Tutsi, 1 % Twa

PNB : 1,16 milliard de francs CFA (1988) 2 280 milliards de francs CFA (1990)

PNB par habitant : 228 000 francs CFA (1988) 450 000 francs CFA (1990)

Revenu par habitant : 228 000 francs CFA (1988) 450 000 francs CFA (1990)

Devise : Franc Burundais (Fbu) 100 Fbu = 1 CFA (1990)

République du Burundi

Agriculture : Manioc, arachides, café, cacao, riz, coton, maïs

Industrie : Transformation de produits alimentaires, industries textiles, cuir, chaussures

Principales exportations (1988) : Café, thé, noix de cajou, cacao

Principales importations (1988) : Pétrole, matériel de transport et équipements mécaniques, produits chimiques, produits textiles

Services offerts aux délégués des entreprises étrangères :
 1. Simplicité
 2. Coût réduit

Statistiques du commerce extérieur (en millions de FCFA)

	1987	1988	1989
Exportations	1 200	1 200	1 100
Importations	1 200	1 200	1 100

Superficie : 27 834 km² **Population** : 5 155 665 (1988)

Capitale : Bujumbura (150 000)

Système de gouvernement: Régime présidentiel

Chèf d'État : Major Pierre Buyoya, Président

Langues : Le kirundi et le français sont les langues officielles; souahéli

Groupes ethniques : 85 % Mutus, 14 % Tutsis, 1 % Twas

PIB : 1,15 milliard \$US (1988) **Service de la dette** : 38,5 % (1987)

PIB réel : 3,8 % (1988) **Taux d'inflation** : 4,5 % (1988)

Revenu per capita : 230 \$US (1987)

Devise : Franc Burundi (Fbu) 167,5 Fbu = 1 \$US (1989)

Agriculture : Manioc, ignames, pois, maïs, café, coton, thé

Industries : Transformation de produits alimentaires, industries légères, construction

Principales exportations (1988) : Café, thé, bouteilles, coton

Principales importations (1988) : Pétrole, matériel de transport et équipements mécaniques, produits alimentaires, produits textiles

Secteurs offrant des débouchés pour les entreprises canadiennes :

1. Électricité
2. Génie conseil

Statistiques du commerce canadien (en millions de \$CAN) :

	1987	1988	1989
Exportations	-	0,25	0,17
Importations	-	0,62	-

Principaux partenaires (1988) :

Exportations (Total : 124,4 millions \$US)

1. RFA
2. Finlande
3. Japon
4. Zaïre

Importations (Total : 266,2 millions \$US)

1. Belgique et Luxembourg
2. France
3. Iran
4. Japon

Statut de la SEE : Fermé

Statut de l'ACDI : N'est pas un pays récipiendaire principal

Représentants canadiens :

M. Robert Catellier
Ambassade du Canada
C.P. 8341
Kinshasa (Zaïre)
Câble : DOMCAN KINSHASA
Tél. : (011)22-706/24-346/27-839
Télex : (982) 21303 DOMCAN ZR

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
Direction de l'expansion du commerce en Afrique (GAT)
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2

Responsable :

M. Régis Beauchesne
Tél. : (613) 990-6582
Télex : 053-3745
Télécopieur : (613) 990-3566

Représentants au Canada :

S.E. Philippe Kanonko, Ambassadeur
151, rue Slater, bureau 800
Ottawa (Ontario) K1P 5H3
Tél. : (613) 236-8483
Télex : 053-3393
Télécopieur : (613) 563-1827

Renseignements généraux

Le Burundi était administré par la Belgique sous mandat onusien jusqu'en 1959 lorsque l'autonomie interne lui fut accordée. Il devint indépendant en juillet 1962. La densité de sa population est une des plus élevées de l'Afrique et, en outre, c'est un des pays les plus pauvres du monde. Enclavé et dépendant de voies d'accès contrôlées par ses voisins kényans et tanzaniens pour ses approvisionnements, le Burundi dispose de peu de richesses naturelles. Des conflits ethniques profondément enracinés, entre les Mutus (majoritaires) et les Tutsis (minoritaires), ont occasionnellement dégénéré en violence généralisée contre les Mutus, ce qui a eu pour effet de ralentir considérablement le progrès social et économique du pays.

Situation politique et économique

Le président actuel du Burundi, le major Pierre Buyoya, a pris le pouvoir en renversant son prédécesseur le colonel Bagaza alors que ce dernier assistait au Sommet francophone de Québec en 1987. Depuis, il a consolidé son pouvoir et déployé des efforts manifestes en vue de la promotion de relations pacifiques entre Mutus et Tutsis. Il a aussi pris des mesures visant à combler les fossés créés par les politiques anticléricales de son prédécesseur.

La plus grande partie de la population vit de l'agriculture. Les services et l'industrie n'ont qu'une importance marginale. Les efforts de développement du gouvernement sont concentrés sur des activités visant la substitution des importations et l'exportation de produits spécifiques afin de compenser la capacité décroissante du café d'attirer les devises étrangères tant requises. Le Burundi, qui dépend beaucoup de l'aide étrangère pour équilibrer son budget, a réussi à obtenir des prêts importants de sources multilatérales et bilatérales.

Relations extérieures

Les relations extérieures du Burundi sont essentiellement non alignées. Le pays a de bons rapports avec la France et la Belgique et il maintient des contacts réguliers avec la Libye. Les relations avec le Zaïre, qui étaient tendues sous Bagaza, se sont améliorées. Les rapports avec la Tanzanie ont également été consolidés afin de bloquer les tentatives de l'opposition d'utiliser ce pays comme base pour des attaques contre l'actuel régime burundais.

Relations avec le Canada

Le développement de relations plus étroites entre le Canada et le Burundi a longtemps été entravé en raison des restrictions imposées par le régime burundais à l'égard de l'exercice des droits politiques de la majorité mutue. Sans être particulièrement étroits, les échanges avec le Burundi se sont beaucoup améliorés depuis l'accession au pouvoir du nouveau régime en septembre 1987.

Coopération avec le Canada

Depuis 1983, l'ACDI a lancé deux projets au Burundi : l'un dans le secteur de la formation professionnelle, grâce à un accord entre l'École polytechnique de Montréal et l'Institut de technologie supérieure de Bujumbura, dont la Phase III a été approuvée à l'été 1989; l'autre vise le développement rural avec le concours du Centre d'études et de coopération internationale (CECI) qui a présentement 13 coopérants au Burundi. On note également des projets spéciaux et des activités d'organisations non gouvernementales (ONG) et du Centre de recherche en développement international (CRDI). Le Burundi est aussi admissible au Programme de renforcement institutionnel en matière technologique en Afrique francophone (PRIMTAF) et aux programmes de lutte contre le sida.

Commerce avec le Canada

Les exportations canadiennes au Burundi sont très modestes (environ 252 000 \$CAN en 1988) et semblent demeurer stables. Quelques firmes canadiennes y ont obtenu des contrats d'assistance technique financés par des organisations internationales et l'ACDI.

Notes pour les voyageurs

Heure :

HNE + 7

Passeport et visa :

Un passeport et un visa valides sont exigés.

Vaccination :

Des certificats de vaccination contre la fièvre jaune (pour les voyageurs arrivant de zones infestées), le typhus et le choléra sont requis.

Devises :

L'importation de devises n'est pas limitée mais celles-ci doivent être déclarées.

Vêtements :

On recommande des vêtements légers pour Bujumbura et un imperméable léger et un tricot pour l'intérieur montagneux.

Télécommunications :

Les communications téléphoniques et par télex avec l'Amérique du Nord ne sont pas fiables.

Santé :

On peut trouver des médecins et obtenir des services hospitaliers limités à Bujumbura. Cependant, il y a des pénuries fréquentes de médicaments.

Transport :

Les transports publics ne sont pas fiables. Il existe des services de taxi à Bujumbura et on doit négocier le coût des courses à l'avance. On peut aussi louer une voiture à l'heure ou à la journée.

Exportations canadiennes au Burundi

(en milliers de \$CAN)

	1989
Vaccins pour la médecine humaine	80
Amiante	21
Instruments et appareils de géodésie, de topographie, d'arpentage, etc, nda	20
Pièces et accessoires pour les instruments et appareils	19
Pièces nda d'avions ou d'hélicoptères	11
Pièces pour grues, chariots de manutention, chargeuses et autre outillage de construction	9
Préparations alimentaires, nda	8
Autres	2
	<hr/>
Total (arrondi)	174

Importations canadiennes du Burundi

Pas d'importation déclarée en 1989.

Superficie : 342 000 km² Population : 2.100 000 (1980)

Langues : Douzantille (500.000)

Système de gouvernement : République populaire

Chef d'Etat : Général Denis Sassou-Nguesso, Président

Langues : Le français est la langue officielle, Lingala et kikongo

Religions officielles : A peu près 15 groupes religieux. Les plus répandus sont le Vuda, le Kongo, le Christianisme, le Bouddhisme et l'Islam

République populaire du Congo

Monnaie : Franc CFA (FCFA) 200 CFA = 1 \$ (1980)

Agriculture : Riz, maïs et tubercules, riz, maïs, cacao à gros, bon, café

Industrie : Fer, cuivre, zinc, bauxite, raffineries de sucre

Principales exportations (1980) : Marchés tropicaux et produits raffinés, bauxite, cacao, café, produits de la forêt, produits de la mer

Principales importations (1980) : Matières premières, produits de consommation, produits de la mer, produits de la forêt

Services offrant des débouchés pour les entreprises étrangères :

1. Equipements et services de génie
2. Commerce

Statistiques de commerce extérieur en millions de FCFA :

	1980	1980	1980
Exportations	-	1.15	2.67
Importations	-	2.00	2.77

Superficie : 342 000 km² **Population** : 2 153 685 (1988)

Capitale : Brazzaville (600 000)

Système de gouvernement : République populaire

Chef d'État : Général Denis Sassou-Nguesso, Président

Langues : Le français est la langue officielle; lingala et kikongo

Groupes ethniques : À peu près 15 groupes ethniques. Les plus importants: Vilis, Kongos, Sanghas, M'Bochis et Tékés

PIB : 2,15 milliards \$US (1987) **Service de la dette** : 179,3 % (1988)

PIB réel : 1,4 % (1988) **Taux d'inflation** : 3,6 % (1988)

Revenu per capita : 1 075 \$US (1987)

Devise : Franc CFA (FCFA) 287,9 FCFA = 1 \$US (1989)

Agriculture : Racines et tubercules, riz, maïs, canne à sucre, bois, café

Industries : Pétrole, ciment, scieries, brasseries, raffinerie de sucre

Principales exportations (1988): Pétrole brut et produits raffinés, bois de construction, café

Principales importations (1988) : Machines, produits pétroliers, produits alimentaires, produits de métal, matériel de transport

Secteurs offrant des débouchés pour les entreprises canadiennes :

1. Équipements et services pétroliers
2. Génie conseil

Statistiques du commerce canadien (en millions de \$CAN) :

	1987	1988	1989
Exportations	-	1,16	0,67
Importations	-	0,06	-

Principaux partenaires (1988) :

Exportations (Total : 817 millions \$US)

1. É.-U.
2. France
3. Belgique et Luxembourg
4. RFA

Importations (Total : 564 millions \$US)

1. France
2. Italie
3. Cameroun
4. Belgique et Luxembourg

Statut de la SEE : Fermé

Statut de l'ACDI : N'est pas un pays récipiendaire principal

Représentants canadiens :

M. Robert Catellier
Ambassade du Canada
C.P. 8341
Kinshasa (Zaïre)
Câble : DOMCAN KINSHASA
Tél. : (011)22-706/24-346/27-839
Télex : (982) 21303 DOMCAN ZR

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
Direction de l'expansion du commerce en Afrique (GAT)
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2

Responsable :

M. Régis Beauchesne
Tél. : (613) 990-6582
Télex : 053-3745
Télécopieur : (613) 990-3566

Représentants au Canada :

S.E. Benjamin Bounkoulou, Ambassadeur
4891 Colorado Avenue N.W.
Washington, D.C. 20011
Tél. : (202) 726-5500
Télex : 897072

Renseignements généraux

Le Congo est un pays à faible revenu moyen qui a un des taux les plus élevés d'urbanisation en Afrique. Les deux tiers de la population vivent à l'intérieur de 50 km de la ligne ferroviaire du Congo-Océan liant Brazzaville à Pointe-Noire sur la côte atlantique. Le Congo a un système d'éducation relativement bien développé. Les services de santé sont également relativement bons. Plus de 55 % du territoire est recouvert de forêts et moins de 1 % est cultivé.

Situation politique et économique

Le général Denis Sassou-Nguesso occupa la présidence du Comité provisoire du Parti congolais des travailleurs (PCT) et devint le président de la république, à la suite de la démission forcée de son prédécesseur, le colonel Yhombi Opanjo en 1979. Il termine présentement son troisième mandat. En dépit des difficultés qu'affronte le pays, à la suite de la mise en œuvre d'ajustements structurels, sa position demeure solide.

Le Congo est le cinquième producteur africain de pétrole. À l'exception de cette ressource, la principale source de devises étrangères est le bois de construction, lequel compte pour 5 % des exportations. Il n'y a pas de production minière au Congo et le secteur manufacturier est négligeable. Plus de 70 % des produits alimentaires sont importés.

Relations extérieures

Le Congo a de bonnes relations avec la France (Brazzaville fut autrefois la capitale administrative de l'Afrique équatoriale française). Il a signé un traité d'amitié de 20 ans avec l'URSS. Cependant, cela ne l'a pas empêché de faire appel à la coopération de sociétés « capitalistes » pour développer son potentiel économique. Le président a aussi fait la promotion de relations internationales diversifiées et a activement encouragé un règlement des problèmes namibien et angolais.

Relations avec le Canada

Les relations entre le Canada et le Congo sont bonnes mais ne sont pas très étroites. Il y a eu quelques visites officielles, en particulier celle du président Sassou-Nguesso en octobre 1987, alors qu'il était président en fonction de l'OUA (Organisation pour l'unité africaine). Depuis, le Congo a quelque peu mis en veilleuse ses orientations socialistes et les relations avec le Canada pourraient s'intensifier. L'ambassadeur canadien accrédité au Congo réside au Zaïre.

Coopération avec le Canada

Au cours des dernières années, le Canada a contribué à d'importants projets au Congo, dont la réorganisation de l'aviation civile, le réalignement du chemin de fer Congo-Océan, la modernisation de la voie ferrée et la fourniture de services de génie conseil pour la construction d'un immeuble public. Jusqu'à aujourd'hui, le total des déboursements a été d'environ 32 millions de dollars canadiens. Actuellement, l'aide publique canadienne au Congo se limite au Fonds canadien d'initiatives locales et à la présence d'un coopérant dans le secteur de l'enseignement secondaire. Le Congo est aussi admissible au nouveau Programme de renforcement institutionnel en matière technologique en Afrique francophone (PRIMTAF).

Commerce avec le Canada

Les possibilités d'échanges commerciaux entre le Canada et le Congo pourraient augmenter si ce dernier réussissait à surmonter ses difficultés financières actuelles.

Notes pour les voyageurs

Heure :

HNE + 6

Passeport et visa :

Un passeport et un visa valides sont exigés.

Vaccination :

Des certificats de vaccination contre la fièvre jaune et le choléra sont requis. On recommande également l'immunisation contre la polio, la typhoïde et l'hépatite.

Devises :

Les chèques de voyage peuvent normalement être encaissés ou achetés auprès des banques locales.

Vêtements :

Les vêtements d'été conviennent à longueur d'année; on peut porter un tricot durant la saison sèche.

Télécommunications :

Les communications internationales sont bonnes mais le service de téléphone local n'est pas fiable.

Santé :

Les services de santé satisfont les besoins essentiels. Les hôpitaux se trouvent dans les grands centres seulement. L'eau du robinet n'est pas potable.

Transport :

Les transports publics sont inadéquats. Il existe des services de taxi mais il faut négocier le coût des courses à l'avance.

Exportations canadiennes au Congo

(en milliers de \$CAN)

	1989
Tabacs bruts ou non fabriqués, partiellement ou totalement écotés	326
Pièces nda de locomotives ou de locotracteurs	196
Pièces nda d'avions ou d'hélicoptères	78
Lactosérum concentré ou sucré	37
Compresseurs à l'air ou gaz, hottes	17
Autres	17
	<hr/>
Total (arrondi)	676

Importations canadiennes du Congo

Pas d'importation déclarée en 1989.

Superficie : 266 924 km² Population : 1 061 937 (1998)

Capitale : Libreville (261 000)

Système de gouvernement : Régime présidentiel en dirigeant vers le multipartisme

Chef d'État : El Hadj Omar Bongo, Président

Langues : Le français est la langue officielle, Fang, myssa, bouka, bapoundou, eschira, haoussa

Groupes ethniques : 4 principales groupes de tribus (Fang, Boussa, Bapoundou, Eschira)

PIS : 3,3 milliards de francs CFA (1998)

PIS par tête : 3 090 francs CFA (1998)

Monnaie par capita : 3 090 francs CFA (1998)

Devise : Franc CFA (FCFA) 100 FCFA = 1 US\$ (1998)

République gabonaise

Agriculteurs : Anacardes, bananes, maïs, manioc, riz, café, bois

Industries : Pétrole, mines, exploitation du bois, aliments et boissons

Principales exportations (1998) : Pétrole, bois de construction, manioc, arachides, café

Principales importations (1998) : Équipements et outils, aliments et produits agricoles, matériel de transport, équipement minier

Secteurs offrant des débouchés pour les entreprises consultantes :

1. Equipements et services pétroliers
2. Construction d'infrastructures
3. Carte routière
4. Sylviculture

Statistiques de commerce extérieur (en millions de FCFA) :

	1997	1998	1999
Exportations	1,20	8,10	6,20
Importations	4,10	1,10	0,30

Superficie : 266 024 km² **Population** : 1 051 937 (1988)

Capitale : Libreville (251 000)

Système de gouvernement : Régime présidentiel se dirigeant vers le multipartisme

Chef d'État : El Hadj Omar Bongo, Président

Langues : Le français est la langue officielle; fang, myene, batéké, bapounou, eschira, bandjabi

Groupes ethniques : 4 principaux groupes de tribus (Fangs, Eschiras, Bapounous, Batékés)

PIB : 3,5 milliards \$US (1987) **Service de la dette** : 8,9 % (1988)

PIB réel : 2 % (1988) **Taux d'inflation** : 10.8 % (1988)

Revenu per capita : 3 182 \$US (1987)

Devise : Franc CFA (FCFA) 287,9 FCFA = 1 \$US (1989)

Agriculture : Ananas, bananes, manioc, cacahuètes, cacao, café, bois

Industries : Pétrole, scieries, exploitation minière, aliments et boissons

Principales exportations (1988) : Pétrole, bois de construction, manganèse, uranium, or

Principales importations (1988) : Équipements et outils, aliments et produits agricoles, matériel de transport, équipement minier

Secteurs offrant des débouchés pour les entreprises canadiennes :

1. Équipements et services pétroliers
2. Construction d'infrastructures
3. Génie conseil
4. Sylviculture

Statistiques du commerce canadien (en millions de \$CAN) :

	1987	1988	1989
Exportations	1,20	5,10	6,30
Importations	4,10	1,10	0,38

Principaux partenaires (1988) :

Exportations (Total : 1,196 milliard \$US)

1. France
2. É.-U.
3. Espagne
4. Pays-Bas

Importations (Total : 791 millions \$US)

1. France
2. É.-U.
3. RFA
4. Japon

Statut de la SEE : Financement cas par cas

Statut de l'ACDI : Pays récipiendaire principal

Représentants canadiens :

M. Jean Nadeau, Ambassadeur
Ambassade du Canada
C.P. 4037

Libreville (Gabon)

Câble : DOMCAN KINSHASA

Tél. : (011-241) 74.36.64/65/66

Télex : 5527 GO (DOMCAN 5527 GO)

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
Direction de l'expansion du commerce en Afrique (GAT)
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2

Responsable :

M. Régis Beauchesne
Tél. : (613) 990-6582
Télex : 053-3745
Télécopieur : (613) 990-3566

Représentants au Canada :

S.E. Jean-Robert Odzaga, Ambassadeur
4, chemin Range, C.P. 368
Ottawa (Ontario) K1N 8J5
Tél. : (613) 232-5301
Télécopieur : (613) 232-6916

Renseignements généraux

Le PIB per capita du Gabon est le plus élevé en Afrique, à l'exception de celui de la Libye, en raison de ses ressources pétrolières. La majeure partie du territoire, soit 76 %, est couverte de forêts tropicales denses. Le Gabon possède 25 % des réserves mondiales de manganèse à l'extérieur du Bloc soviétique. On estime que seulement 5 % du territoire est cultivé. Le pays est fortement urbanisé avec environ 50 % de sa population vivant dans les villes. Le taux de croissance de la population est faible en raison d'un taux élevé d'infécondité chez les Gabonaises. Le pays compte un nombre élevé de ressortissants étrangers.

Situation politique et économique

Le Gabon est devenu indépendant le 17 août 1960. Le président actuel Omar Bongo succéda au président M'Ba à la mort de ce dernier, en novembre 1967. Après les élections présidentielles de 1974 et de 1980, il fut réélu en novembre 1986 pour un autre septennat. Le président Bongo a récemment amorcé un mouvement de réforme qui a abouti en octobre 1990 à une élection (ouverte à tous les partis) où le parti au pouvoir, le PDG, a gagné. Il s'est réservé un rôle au-dessus des partis qui lui permettra d'exercer une influence sur les activités politiques du pays. Il a épousé récemment Édith Sassou-Nguesso, fille du président Sassou-Nguesso du Congo.

Le pétrole est l'épine dorsale de l'économie gabonaise, comptant pour 45 % du PIB, 70 % des revenus d'exportations et 65 % des revenus du gouvernement. On prévoit que le pétrole demeurera le moteur principal de la croissance et qu'il étayera la reprise à moyen et long terme. Le Gabon dispose de ressources halieutiques, de forêts immenses (le bois de construction est la deuxième exportation après le pétrole) et de ressources minières importantes. La production agricole est faible et inefficace.

Relations extérieures

Les intérêts français au Gabon, spécialement dans les secteurs miniers et énergétique, sont très importants. Le Gabon est conscient de cette influence de la France et s'efforce de développer et de diversifier ses relations avec d'autres pays de l'Ouest, certains États africains et la Chine afin d'établir un meilleur équilibre dans ses relations extérieures.

Relations avec le Canada

Après des débuts difficiles reliés aux aléas des relations fédérales-provinciales, les relations diplomatiques entre le Canada et le Gabon se sont vite améliorées et sont maintenant excellentes. Le Gabon a une ambassade à Ottawa depuis 1971; en 1978, le Canada a ouvert son ambassade à Libreville, laquelle est dirigée, depuis 1985, par un ambassadeur résident. Les visites ministérielles entre les deux pays sont assez fréquentes.

Coopération avec le Canada

Le programme de coopération avec le Gabon est très important, les déboursments se chiffrant à ce jour à 17 millions de dollars canadiens. Le volet « éducation et ressources humaines » vise la formation de personnel gabonais et, à l'avenir, on mettra davantage l'accent sur la formation professionnelle et technique. La coopération économique a permis le financement de projets d'électrification rurale et d'adduction d'eau et d'un projet de redressement de l'OCTRA (Office du Chemin de fer transgabonais). La coopération industrielle facilite la participation de firmes canadiennes au développement du Gabon. Finalement, le Gabon bénéficie du Fonds d'initiatives locales de l'ambassade.

Commerce avec le Canada

Le Gabon est récemment devenu un partenaire commercial intéressant pour le Canada. Depuis 1987, des investissements importants ont été réalisés dans le secteur pétrolier, particulièrement par Shell-Gabon. Il est prévu que leur rythme atteindra 2 milliards de dollars canadiens durant les 4 ou 5 prochaines années. Ces investissements offriront des débouchés fort intéressants pour l'industrie pétrolière canadienne.

Notes pour les voyageurs

Heure :

HNE + 6

Passeport et visa :

Un passeport et un visa valides sont exigés.

Vaccination :

Des certificats de vaccination contre la fièvre jaune et le choléra sont requis.

Devises :

Les devises étrangères peuvent être changées librement dans les banques locales.

Vêtements :

Des vêtements d'été légers sont recommandés pour Libreville où le climat est chaud et humide.

Télécommunications :

Les communications téléphoniques locales et internationales sont très bonnes.

Santé :

Certaines cliniques privées sont excellentes. Il faut éviter de boire l'eau du robinet.

Transport :

Il n'y a pas de services de transport public à Libreville. Les taxis cependant sont très nombreux.

Exportations canadiennes au Gabon

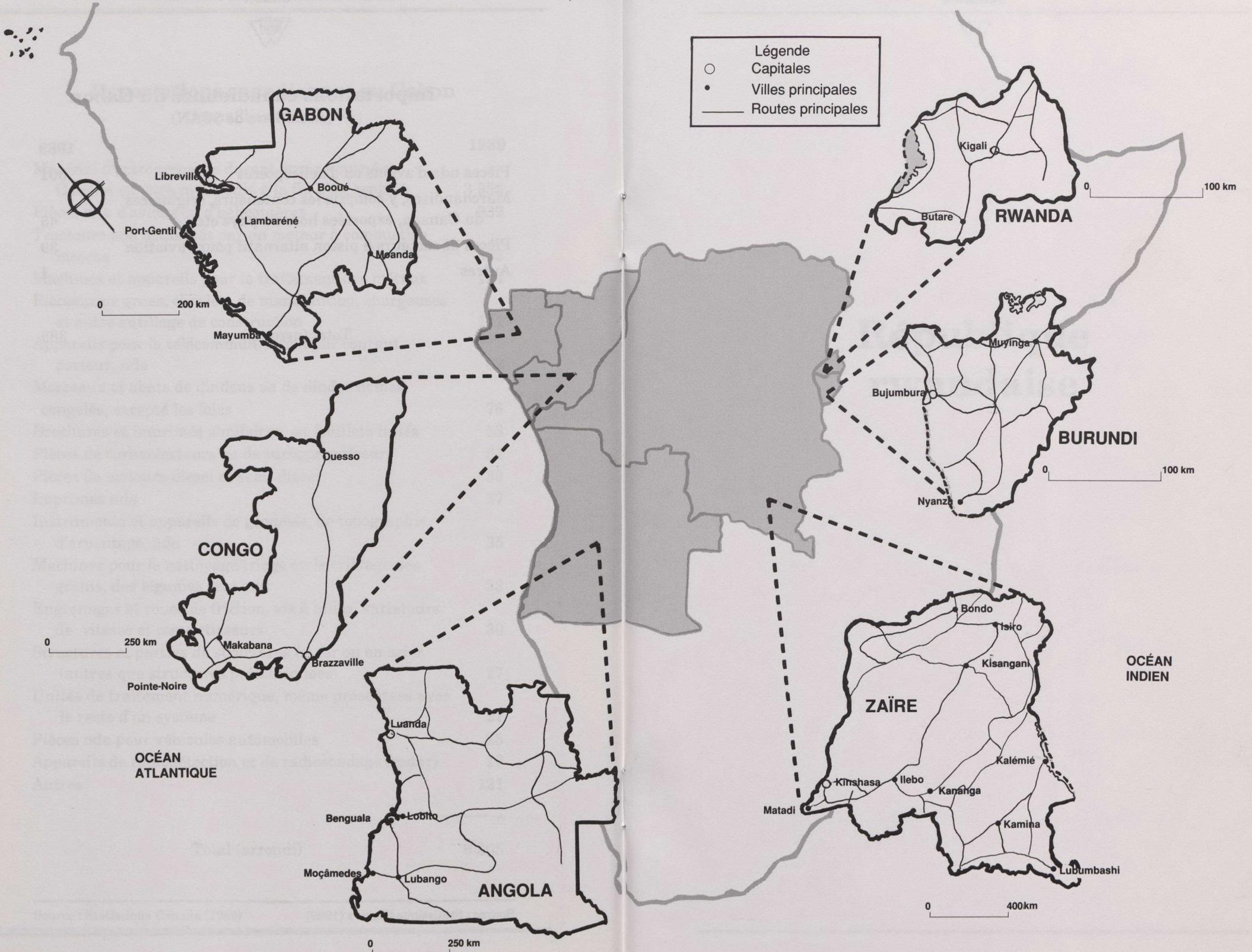
(en milliers de \$CAN)

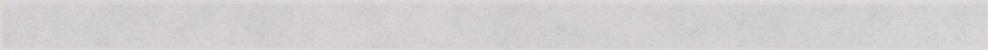
	1989
Matériel d'entrepreneurs devant être retourné au Canada ou être ré-expédié à la fin d'un contrat	3 952
Pièces nda d'avions ou d'hélicoptères	932
Tracteurs nda actionnés par un moteur à combustion interne	383
Machines et appareils pour le traitement des métaux	184
Pièces pour grues, chariots de manutention, chargeuses et autre outillage de construction	171
Appareils pour la télécommunication par courant porteur, nda	82
Morceaux et abats de dindons ou de dindes domes congelés, excepté les foies	76
Brochures et imprimés similaires, en feuillets isolés	58
Pièces de turboréacteurs ou de turbopropulseurs	51
Pièces de moteurs diesel et semi-diesel	39
Imprimés nda	37
Instruments et appareils de géodésie, de topographie, d'arpentage, nda	35
Machines pour le nettoyage/triage ou le criblage des grains, des légumes secs nda	33
Engrenages et roues de friction, vis à billes, variateurs de vitesse et convertisseurs	30
Structures et parties de structures en fer ou en acier (autres que structures préfabriquées)	27
Unités de traitement numérique, même présentées avec le reste d'un système	27
Pièces nda pour véhicules automobiles	25
Appareils de radiodétection et de radiosondage (radar)	17
Autres	121
Total (arrondi)	6 305

Importations canadiennes du Gabon

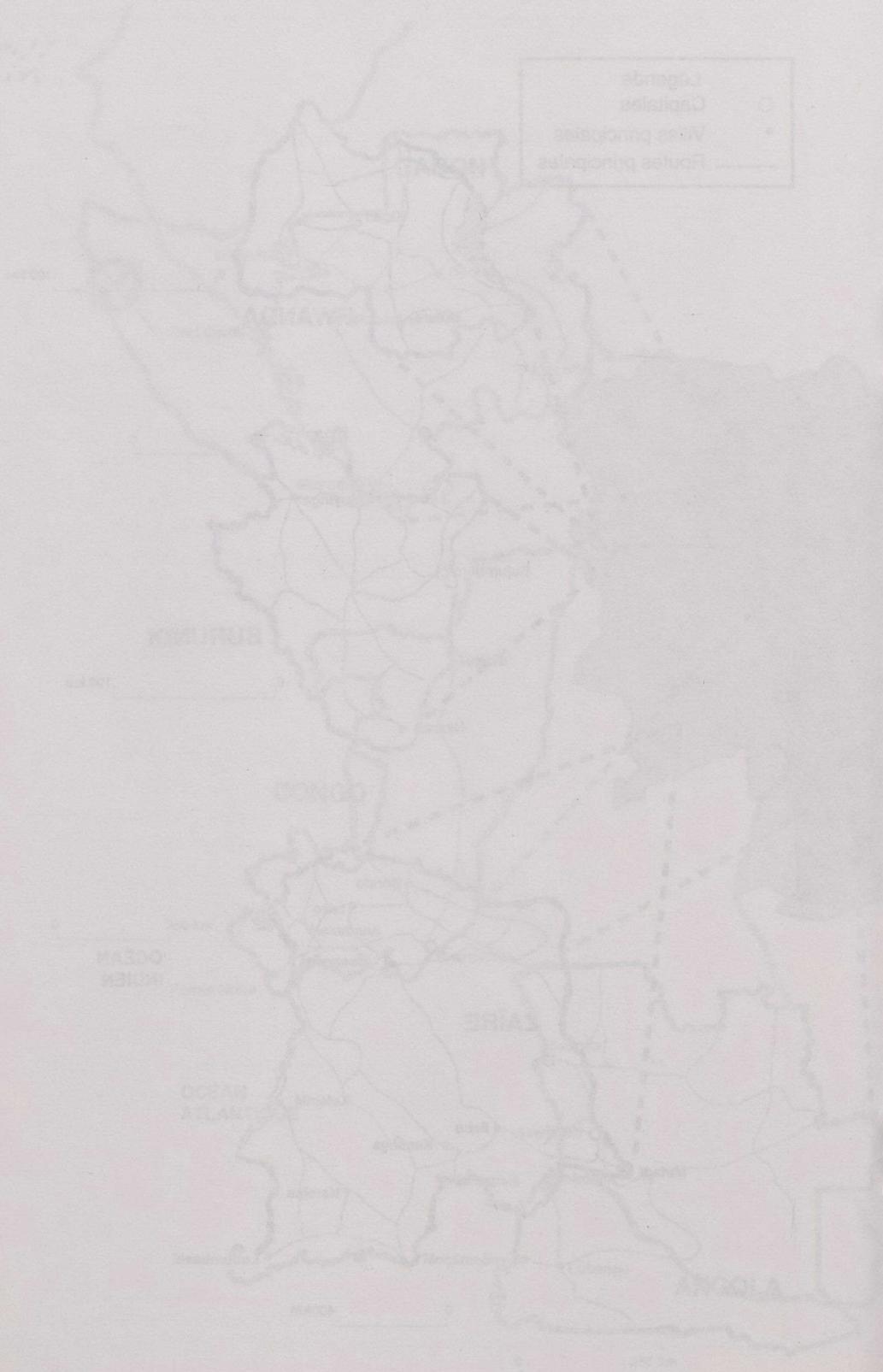
(en milliers de \$CAN)

	1989
Pièces nda d'avions ou d'hélicoptères	301
Marchandises, y compris les conteneurs, originaires du Canada, exportées hors du pays etc.	46
Pièces de moteurs à piston alternatif pour l'aviation	39
Autres	1
	<hr/>
Total (arrondi)	389





- Capitale
- Villes principales
- Routes principales



Superficie : 26 338 km² Population : 7 085 350 (1982)

Capitale : Kigali (350 000)

Système de gouvernement : Régime présidentiel dans lequel les
fonctions principales sont exercées par le
président de la République.

Chef d'Etat : Grégoire Kayibanda, Juvénal Habyarimana, Président

Langues : Le Kinyarwanda est la langue officielle, mais
l'anglais est aussi utilisé.

Groupes ethniques : 80 % Hutu, 15 % Tutsi, 5 % Twa

PNB : 2,25 milliards de francs rwandais (1987) 11,3 \$ (1987)

PNB réel : 2,3 milliards de francs rwandais (1988) 12 \$ (1988)

Résumé par région

Devise : Franc rwandais (Franc) FLX (1000) (1980)

République rwandaise

Agriculture : Coton, maïs, sorgho, légumineuses, café, thé

Industrie : Bois, ciment, manufactures de produits agricoles,
textile

Principales exportations (1985) : Café, thé

Principales importations (1985) : Mécanisme

Secteurs officiels des activités pour les entreprises commerciales :

1. Energie
2. Télécommunications

Statistiques de commerce extérieur (en millions de \$ (A.N.) :

	1987	1988	1989
Exportations	1,75	1,53	
Importations	2,00	1,52	

Superficie : 26 338 km² **Population** : 7 058 350 (1988)

Capitale : Kigali (156 000)

Système de gouvernement : Régime présidentiel dans lequel les dirigeants militaires détiennent des postes clés

Chef d'État : Général d'armée Juvenal Habyarimana, Président

Langues : Le kinyarwanda et le français sont les langues officielles; souahéli

Groupes ethniques : 90 % Mutus, 9 % Tutsis, 1 % Twas

PIB : 2,28 milliards \$US (1988) **Service de la dette** : 11,3 % (1987)

PIB réel : 2 % (1988) **Taux d'inflation** : 2,9 % (1988)

Revenu per capita : 328 \$US (1987)

Devise : Franc rwandais (Frw) 77,8 Frw = 1 \$US (1989)

Agriculture : Bananes, manioc, pyrèthre, élevage, café, thé

Industries : Étain, ciment, transformation de produits agricoles, textiles

Principales exportations (1988) : Café, thé

Principales importations (1988) : Pétrole

Secteurs offrant des débouchés pour les entreprises canadiennes :

1. Énergie
2. Génie conseil

Statistiques du commerce canadien (en millions de \$CAN) :

	1987	1988	1989
Exportations	-	0,78	1,39
Importations	-	0,64	1,32

Principaux partenaires (1988) :

Exportations (Total : 117,9 millions \$US)

1. RFA
2. Pays-Bas
3. É.-U.
4. France

Importations (Total : 278,6 millions \$US)

1. Belgique et Luxembourg
2. Kenya
3. Japon
4. France

Statut de la SEE : Fermé

Statut de l'ACDI : Pays récipiendaire principal

Représentants canadiens :

M. Robert Catellier
Ambassade du Canada
C.P. 8341
Kinshasa (Zaïre)
Câble : DOMCAN KINSHASA
Tél. : (011) 22-706/24-346/27-839
Télex : (982) 21303 DOMCAN ZR

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
Direction de l'expansion du commerce en Afrique (GAT)
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2

Responsable :

M. Régis Beuchesne
Tél. : (613) 990-6582
Télex : 053-3745
Télécopieur : (613) 990-3566

Représentants au Canada :

S.E. Joseph Nsengiyumva, Ambassadeur
121, promenade Sherwood
Ottawa (Ontario) K1Y 3V1
Tél.: (613) 722-5835
Télex: 053-4522
Télécopieur : (613) 729-3291

Renseignements généraux

Le Rwanda faisait partie de l'ancien territoire sous la tutelle de l'ONU et administré par la Belgique. C'est un pays enclavé dont la densité de population est la plus élevée en Afrique. Cependant seulement 5 % de sa population vit dans les villes, étant donné que le gouvernement limite le droit de résidence aux habitants nés dans celles-ci et à ceux qui y détiennent un emploi reconnu.

Situation politique et économique

Le président actuel, un ancien ministre du cabinet, a pris le pouvoir en juillet 1973, lors d'un coup d'État sans effusion de sang. Une nouvelle constitution a été approuvée par référendum à la fin de 1978 et le président Habyarimana fut confirmé dans ses fonctions de chef d'État. Le Rwanda vient juste de traverser une crise politique majeure à la suite d'une invasion armée de rebelles à la frontière nord du pays. Le Mouvement révolutionnaire pour le développement (MRD) créé en 1975 est pour le moment le seul parti politique.

Le Rwanda dispose de ressources limitées et est l'un des 18 pays les plus pauvres du monde. Le secteur de l'agriculture est le principal employeur; il produit la majeure partie des revenus en devises étrangères. La production industrielle compte pour 18 % du PIB mais sa croissance est limitée par la faiblesse des marchés, des moyens de transport inadéquats et un système d'approvisionnement en intrants qui n'est pas fiable. Le service de la dette demeure à un niveau acceptable, principalement en raison d'une aide étrangère importante.

Relations extérieures

Quoiqu'il soit économiquement très dépendant de l'assistance étrangère, le Rwanda a réussi à maintenir une politique étrangère relativement autonome. Les relations avec les pays de l'Ouest, particulièrement la France, la Belgique et le Canada, sont bonnes. Le Rwanda entretient de bonnes relations avec la Chine depuis fort longtemps.

Relations avec le Canada

Les relations entre le Canada et le Rwanda sont très bonnes. Centrées surtout sur la coopération et la Francophonie, elles ne sont pas diversifiées. Chaque pays a une représentation permanente dans la capitale de l'autre. Les visites officielles sont fréquentes.

Coopération avec le Canada

L'assistance canadienne au Rwanda a débuté avec la fondation de l'Université nationale du Rwanda (UNR) par le père Georges-Henri Lévesque, en 1963. Le total des déboursements canadiens au Rwanda atteint à ce jour près de 138 millions de dollars canadiens en aide bilatérale, incluant 4 millions en aide alimentaire. Le programme actuel de coopération concentre ses activités dans les domaines suivants : le développement rural, l'énergie, le développement des ressources humaines et le soutien économique.

Commerce avec le Canada

Le volume des échanges commerciaux entre le Canada et le Rwanda est plutôt faible, les exportations canadiennes s'élevant à 635 000 \$CAN en 1988. Il existe cependant une possibilité d'expansion du commerce (camions, matériel électronique, ordinateurs) lié à une ligne de crédit de l'ACDI (15 millions de dollars canadiens) et aux programmes d'institutions de financement multilatéral (Banque mondiale, Banque africaine de développement).

Notes pour les voyageurs

Heure :

HNE + 7

Passeport et visa :

Un passeport et un visa valides sont exigés.

Vaccination :

Des certificats de vaccination contre la fièvre jaune et le choléra sont requis. On recommande en outre des vaccins contre la polio, le typhus et des injections de gammaglobuline.

Devises :

Les devises étrangères doivent être déclarées à l'entrée mais il n'y a aucune restriction concernant leur importation.

Vêtements :

On recommande de porter des vêtements légers et, à l'occasion, un tricot.

Télécommunications :

Des services de communication internationale par téléphone et par câble sont offerts.

Santé :

Il y a des médecins à Kigali, où l'on peut se procurer des médicaments (en quantité limitée). L'eau du robinet n'est pas potable.

Transport :

Il y a des services de taxi dans les principales villes.

Exportations canadiennes au Rwanda

(en milliers de \$CAN)

	1989
Papier fin, ≤ 10% pâte mécanique, r/f, 40 g/m ² à 150 g/m ² , non couché, nda	555
Froment (blé) nda et méteil	370
Huiles de navette, colza ou moutarde et leurs fractions, raffinées, mais non chimiquement modifiées	161
Vaccins pour la médecine humaine	57
Articles de friperie	57
Huiles de navette, de colza ou de moutarde brute	38
Livres, brochures et imprimés similaires nda	27
Aéroglyphes et appareils similaires	18
Brochures et imprimés similaires, en feuillets isolés	17
Machines et appareils mécaniques ayant une fonction propre nda	16
Autres	63
	<hr/>
Total (arrondi)	1 391

Importations canadiennes du Rwanda

(en milliers de \$ CAN)

	1989
Thé noir fermenté ou partiellement fermenté, en paquets excédant 3 kg	700
Café non torréfié, non décaféiné	588
Thé noir fermenté ou partiellement fermenté, en paquets n'excédant pas 3 kg	32
	<hr/>
Total (arrondi)	1 321

Superficie : 2 345 000 km² Population : 25,3 millions (1989)

Capitale : Kinshasa (2 115 000)

Système de gouvernement : Régime présidentiel élu et dirigé par le chef d'État.

Chef d'État : Général Mobutu Sese Sese, Tshombe

Langues : Le français est la langue officielle, anglais, lingala, soussou, kongo, swahili, tshiluba.

Groupes ethniques : Plus de 80 groupes ethniques (les plus importants : lingala, tshiluba, kongo).

PNB : 2,77 milliards de dollars (1988) PIB par habitant : 110 \$ (1988)

PIB ext. : 2,5 % (1988) PIB int. : 2,7 % (1988)

Monnaie par habitant : 1000 Zaires (1988)

Devise : Zaïre (Z) 200 Z = 1 \$ US (1988)

République du Zaïre

Agriculture : Manioc, maïs, sorgho, riz, huile de palme, caoutchouc, café, cacao.

Industrie : Mines, traitement de minerai, les raffineries de produits chimiques, construction, les usines d'électroproduction, textile.

Principales exportations (1988) : Cuivre, cobalt, diamants, café, pétrole.

Principales importations (1988) : Produits de consommation, véhicules automobiles, machines agricoles, matériel de transport.

Secteurs offrant des opportunités pour les entrepreneurs canadiens :

1. Exploitation minière
2. Télécommunications
3. Agriculture
4. Lignes de transport

Statistique du commerce canadien (en millions de \$ CAN) :

	1987	1988	1989
Exportations	11,70	12,70	15,30
Importations	30,85	36,58	44,95

Superficie : 2 345 409 km² **Population** : 33,3 millions (1988)

Capitale : Kinshasa (2 778 281)

Système de gouvernement : Régime présidentiel fort se dirigeant vers le multipartisme

Chef d'État : Maréchal Mobutu Sese Seko, Président

Langues : Le français est la langue officielle; anglais, lingala, souahéli, kingwana, kikongo

Groupes ethniques : Plus de 250 groupes ethniques (les plus importants: Mongos, Lubas, Kongos)

PIB : 5,77 milliards \$CAN (1987) **Service de la dette** : 11 % (1988)

PIB réel : 2,5 % (1988) **Taux d'inflation** : 77,9 % (1988)

Revenu per capita : 177 \$CAN (1987)

Devise : Zaïre (Z) 439,52 Z = 1 \$US (1989)

Agriculture : Manioc, maïs, plaintain, café, huile de palme, caoutchouc, thé, coton

Industries : Mines, traitement de minerai, transformation de produits alimentaires, construction, biens de consommation, textiles

Principales exportations (1987) : Cuivre, cobalt, diamants, café, pétrole

Principales importations (1988) : Produits de consommation, produits alimentaires, machines, carburants, matériel de transport

Secteurs offrant des débouchés pour les entreprises canadiennes :

1. Exploitation minière
2. Télécommunications
3. Sylviculture
4. Lignes de transmission

Statistiques du commerce canadien (en millions de \$CAN) :

	1987	1988	1989
Exportations	17,70	32,70	18,36
Importations	30,65	8,58	18,98

Principaux partenaires (1988) :

Exportations (Total : 2,207 milliards \$US)

1. Belgique et Luxembourg
2. É.-U.
3. RFA
4. Italie

Importations (Total : 1,644 milliard \$US)

1. Chine
2. Belgique et Luxembourg
3. France
4. É.-U.

Statut de la SEE : Fermé

Statut de l'ACDI : Pays récipiendaire principal

Représentants canadiens :

M. Robert Catellier
Ambassade du Canada
C.P. 8341
Kinshasa (Zaïre)
Câble : DOMCAN KINSHASA
Tél. : (011) 22-706/24-346/27-839
Télex : (982) 21303 DOMCAN ZR

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
Direction de l'expansion du commerce en Afrique (GAT)
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2

Responsable :

M. Régis Beauchesne
Tél. : (613) 990-6582
Télex : 053-3745
Télécopieur : (613) 990-3566

Représentants au Canada :

S.E. M. Mbeka Makosso, Ambassadeur
18, chemin Range
Ottawa (Ontario) K1N 8J3
Tél. : (613) 236-7103
Télex : 053-4314
Télécopieur : (613) 567-1404

Renseignements généraux

Bien qu'il soit doté de vastes ressources naturelles, le Zaïre est un des pays les plus pauvres du monde. Ancienne colonie belge, il accéda à l'indépendance le 30 juin 1960. Des combats entre factions opposées éclatèrent peu après, une situation qui entraîna l'intervention des Casques bleus de l'ONU. Des progrès majeurs dans les domaines du transport et de l'agriculture devront être réalisés avant que le Zaïre puisse concrétiser son potentiel pour devenir un des pays les plus riches d'Afrique.

Situation politique et économique

Le Mouvement populaire de la révolution (MPR), fondé en 1971, était jusqu'à récemment le seul parti autorisé. Le pouvoir exécutif reposait presque exclusivement entre les mains du président Mobutu. Ce dernier, qui a été réélu sans opposition en 1984 pour un troisième septennat, prit le pouvoir lors d'un coup d'État sans effusion de sang le 24 novembre 1968. Dans le cadre de décisions visant une plus grande démocratisation, le Président a récemment annoncé un certain nombre de réformes, dont une des plus importantes est de permettre le multipartisme et le pluralisme syndical. Pour sa part, le Président quitte la direction du MPR, se réservant un rôle de chef et de médiateur.

Le Zaïre est le plus grand producteur mondial de cobalt, le deuxième de diamants industriels et le quatrième de cuivre au monde. Il produit également de grandes quantités de zinc. Les minerais représentent 60 % des exportations totales. Le pays a aussi un énorme potentiel agricole. Il importe cependant annuellement plus de 125 000 tonnes de produits alimentaires. Le Zaïre dispose aussi de ressources forestières et hydro-électriques immenses.

En raison principalement de sa dette publique étrangère évaluée à quelque 7,2 milliards de dollars américains, les prévisions à court terme ne sont pas encourageantes. Les prévisions à moyen et long terme sont cependant beaucoup plus optimistes.

Relations extérieures

Les relations avec l'ancienne puissance coloniale sont généralement bonnes; des différends occasionnels, qui peuvent sembler sérieux, sont habituellement résolus. Le Zaïre est un allié de l'Ouest. Les relations avec l'Angola se sont améliorées au point où les deux pays ont procédé à la réouverture de leur frontière commune, longue de 2 600 km. Le président Mobutu a aussi été très activement engagé dans la promotion de la réconciliation entre le MPLA et l'UNITA, forces rivales impliquées dans le conflit angolais. Les relations avec l'Ouganda, qui s'étaient considérablement détériorées au cours des années, se sont améliorées à la suite d'une rencontre entre les deux chefs d'État à l'automne de 1989.

Relations avec le Canada

Le Canada entretient de bonnes relations avec le Zaïre. Il lui apporte une aide importante et espère pouvoir diversifier ses rapports bilatéraux tout en bénéficiant du potentiel économique considérable de ce pays.

Coopération avec le Canada

Le programme de coopération canadienne vise à appuyer le programme de redressement économique du Zaïre. L'ACDI est présente dans quatre principaux secteurs : développement rural, foresterie, soutien de la balance des paiements et appui à la gestion. Jusqu'ici, l'aide canadienne au Zaïre s'est élevée à environ 180 millions de dollars canadiens.

Commerce avec le Canada

Les possibilités considérables du Zaïre et l'intérêt des sociétés canadiennes à participer à des projets de développement permettent d'espérer un accroissement progressif des échanges. Le secteur minier est le plus prometteur, suivi des télécommunications. La situation financière actuelle réduit cependant les possibilités de vente. Les efforts se concentrent présentement sur les ventes d'équipement à la société minière GÉCAMINES. Deux avions Challenger de Canadair ont été vendus au Zaïre depuis 1988.

Notes pour les voyageurs

Heure :

HNE + 6

Passeport et visa :

Un passeport et un visa valides sont exigés.

Vaccination :

Des certificats de vaccination contre le choléra et la fièvre jaune sont requis.

Devises :

Il n'y a pas de restrictions concernant l'importation de devises. Étant donné cependant leur rareté dans le pays, il est très difficile de changer des zaïres pour des devises.

Vêtements :

On recommande des vêtements légers pour le climat chaud et humide du Zaïre.

Télécommunications :

Les communications téléphoniques internationales et le télex ne sont pas fiables.

Santé :

L'eau du robinet n'est pas potable. Les services de santé (médecins, médicaments et hôpitaux) sont limités.

Transport :

Il y a des services de taxi à Kinshasa. Les tarifs varient et ils doivent être négociés à l'avance.

Exportations canadiennes au Zaïre

(en milliers de \$CAN)

	1989
Articles de friperie	5 565
Morues salées ou en saumure mais non séchées ni fumées	2 305
Poissons salés ou en saumure mais non séchés ni fumés, nda	1 852
Papiers fins, >10 % pâte mécanique, rouleaux/feuilles, non couchés, nda	1 385
Machines de sondage ou de forage, nda non autopropulsées	674
Polyéthylène d'une densité inférieure à 0,94	525
Pièces pour grues, chariots de manutention, chargeuses et autres machines de construction	487
Appareils pour la télécommunication par courant porteur nda	409
Pièces étant exclusivement ou principalement destinées aux appareils	387
Amiante	292
Papiers multicouches, rouleaux/feuilles, non couchés, nda	260
Vaccins pour la médecine vétérinaire, nda	237
Hélices et rotors d'avions, et leurs pièces	189
Tabacs bruts ou non fabriqués, partiellement ou totalement écotés	175
Appareils d'émission pour télévision, radiotéléphonie, radiodiffusion, etc.	167
Papiers, rouleaux/feuilles, ≤ 150 g/m ² , non couchés, nda	151
Pièces et accessoires nda destinés aux machines	151
Machines et appareils électriques ayant une fonction propre, nda	150
Autres	2 932
Total (arrondi)	18 362

Importations canadiennes du Zaïre

(en milliers de \$CAN)

	1989
Cuivres non affinés, anodes en cuivre pour affinage électrolytique	9 691
Mattes de cobalt, produits intermédiaires de métal de cobalt; cobalt brut/déchets/poudres	7 392
Diamants industriels, bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés	567
Café non torréfié, non décaféiné	269
Diamants industriels nda, non montés ni sertis	261
Chemises de coton pour hommes/garçonnetts, nda	251
Thé noir fermenté ou partiellement fermenté, en paquets excédant 3 kg nda	224
Pantalons et shorts de coton, pour hommes/garçonnetts, nda	95
Feuilles de placage de bois tropicaux, d'une épaisseur n'excédant pas 6 mm	89
Pantalons et shorts, de fibres synthétiques, pour hommes/garçonnetts, nda	45
Chemisiers et blouses de coton, pour femmes/fillettes, nda	25
Autres	64
	<hr/>
Total (arrondi)	18 986

Société pour l'appui aux exportations

La Société pour l'appui aux exportations (S.A.E.) est une société d'État qui relève de ministères des Exportations et de Commerce international. Elle offre toute la gamme de services de financement des exportations et de crédit aux exportateurs canadiens par l'intermédiaire de banques étrangères au Canada.

Les programmes d'exportation de la S.A.E. ont pour but de :

- * protéger les exportateurs canadiens contre le non-paiement par des acheteurs étrangers;

Ressources à la disposition des gens d'affaires

Les programmes de financement de la S.A.E. aident les acheteurs étrangers de se procurer des produits canadiens sans payer comptant directement l'exportateur canadien.

D'autres programmes de la S.A.E. aident les exportateurs d'un appui financier de services offerts en dehors des limites des cautionnements de contre-exécution et de garantie. Les programmes financiers fournissent le soutien direct.

Informations

Société pour l'appui aux exportations

151, rue O'Connell

C.P. 550

Ottawa (Ontario)

K1P 5T9

Tél. (613) 944-2600

Cable: SPT/STX/STP

Télex: 063-435

Télécopieur: (613) 944-2600



Ressources à la disposition des gens d'affaires

Société pour l'expansion des exportations

La Société pour l'expansion des exportations (SEE) est une société d'État qui relève du ministre du Commerce extérieur. Elle offre toute la gamme de services de financement, d'assurance et de garantie aux exportateurs canadiens par l'entremise de ses bureaux situés partout au Canada.

Les programmes d'assurances des exportations servent à :

- protéger les exportateurs canadiens contre le non-paiement par des acheteurs étrangers;
- protéger les investissements des compagnies canadiennes à l'étranger;
- protéger les membres d'un consortium d'exportation canadien contre une perte causée par la non-performance d'un partenaire.

Les programmes de financement permettent à des acheteurs étrangers de se procurer des produits canadiens et de payer comptant directement l'exportateur canadien.

D'autres programmes facilitent l'obtention par les exportateurs d'un appui financier du secteur privé en offrant des prêts, des cautionnements de bonne exécution et de soumission à l'institution financière fournissant le soutien direct.

Renseignements :

Société pour l'expansion des exportations

151, rue O'Connor

C.P. 655

Ottawa (Ontario)

K1P 5T9

Tél. : (613) 598-2500

Câble : EXCREDCORP

Télex : 053-4136

Télécopieur : (613) 237-2690

Agence canadienne de développement international

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) administre le Programme canadien d'aide au développement international dans près de 100 pays. Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI aide les entreprises canadiennes qui cherchent des occasions d'investir, de former des co-entreprises ou d'effectuer des transferts de technologie éprouvées en Asie, en Amérique latine, aux Antilles, en Afrique et au Moyen-Orient.

Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI offre un soutien financier aux entreprises canadiennes qui veulent mettre au point une stratégie à long terme de coopération commerciale et entreprendre des études exploratoires dans les pays en développement. Une aide est aussi accordée sous forme de visites à l'étranger et de séminaires afin d'y établir des contacts d'affaires et d'y trouver des débouchés commerciaux.

Renseignements :

Agence canadienne de développement international
(ACDI)

Direction des consultants et des relations industrielles
200, promenade du Portage

Hull (Québec)

K1A 0G4

Téléphone : (819) 997-7775

Corporation commerciale canadienne

La Corporation commerciale canadienne (CCC) est une société d'État qui relève du ministre du Commerce extérieur. Elle agit en qualité de mandataire principal lorsque des gouvernements étrangers et des organismes internationaux désirent acheter des biens et services de sources canadiennes, sur une base contractuelle de gouvernement à gouvernement.

Renseignements :

Corporation commerciale canadienne

50, rue O'Connor, 11^e étage

Ottawa (Ontario)

K1A 0S6

Téléphone : (613) 996-0034

Télécopieur : (613) 995-2121

Programme de développement des marchés d'exportation

Le Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) est le principal programme de promotion des exportations d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada. Il comprend toute une gamme d'activités visant à aider les entreprises canadiennes à pénétrer les marchés d'exportation.

Le PDME finance jusqu'à 50 % des dépenses admissibles et toute demande à cet effet doit être soumise à l'avance. Une partie de la contribution doit être remboursée si l'activité génère des ventes d'exportation.

Les activités parrainées comprennent :

- la participation à des foires commerciales reconnues et à des missions pour découvrir des marchés étrangers;
- des visites par des acheteurs et des représentants de vente étrangers au Canada;
- la préparation de soumissions pour des projets, ou celle de propositions au stade pré-contractuel;
- l'établissement de bureaux de ventes permanents à l'étranger;
- la participation à des foires commerciales, des séminaires, etc. par des associations industrielles à but non lucratif au nom de leurs sociétés membres;
- des initiatives innovatrices de mise en marché qui ne sont pas incluses ci-haut.

Pour faire une demande ou pour obtenir des renseignements, contacter le Centre du commerce international le plus près (voir *Adresses utiles au Canada*).

Société de financement international

La Société de financement international (SFI), organisme affilié à la Banque mondiale, est la plus grande des organisations multilatérales fournissant une assistance financière au secteur privé des pays en voie de développement. Cette assistance est fournie sous la forme de prêts et de prises de participation. La mission de la SFI est de promouvoir le développement économique de ses pays membres en soutenant leur secteur privé.

La SFI prend ses décisions en matière d'investissement après évaluation technique, financière et économique approfondie du projet envisagé.

Le coût total en capital de ses opérations à ce jour dépasse 40 milliards de dollars américains.

Renseignements :

Société de Financement International

1818 H Street N.W.

Washington, D.C.

20433 U.S.A.

Téléphone : (202) 477-1234

Câble : CORINTFIN

Télex : III 440098 RCA 248423 WJ 64145

Télécopieur : (202) 477-8164

Banque africaine de développement

La Banque africaine de développement (BAD) consent des prêts concessionnels et des dons; les principaux secteurs d'intervention sont l'agriculture, l'industrie et les infrastructures. Elle investit également dans certaines banques régionales et nationales de développement.

L'objectif principal de la BAD est de promouvoir et d'appuyer le développement économique et social de ses membres, principalement au moyen de prêts et d'assistance technique.

L'approvisionnement de biens et de services dans le cadre d'un financement de la BAD se fait normalement en suivant les procédures d'appels d'offres internationales. La BAD encourage l'utilisation de producteurs et consultants africains.

Le total des prêts et dons approuvés par la BAD en 1988 s'élevait à 2,18 milliards de dollars canadiens.

Renseignements :

Banque africaine de développement (BAD)
Avenue Joseph Anoma
B.P. 1387
Abidjan 01
Côte d'Ivoire
Téléphone : (225) 32 07 11
(225) 32 50 10
Câble : AFDEV Abidjan
Télex : 23717 / 23498 / 22202 / 22979
Télécopieur : (225) 22 70 04

La Banque mondiale

La Banque Mondiale (BM) favorise le développement économique de ses pays membres en fournissant des prêts à leurs gouvernements. Elle offre également de l'assistance technique relativement au développement économique de ces mêmes pays. La BM encourage le co-financement de la part de banques commerciales et d'agences officielles.

La majeure partie des prêts est consacrée au financement d'investissements dans le secteur agricole et le développement rural.

Finalement, elle joue un rôle clé dans le cadre des activités d'ajustements structurels de plusieurs pays.

Renseignements :

La Banque mondiale
1818 H Street N.W.
Washington, D.C.
20433 U.S.A.
Téléphone : (202) 477-1234
Câble : INTBAFRAD
Télécopieur : (202) 477-8388
Télex : 07-57624



La Banque mondiale

La Banque mondiale (BM) favorise le développement économique de ses pays membres en fournissant des prêts à long terme et des garanties. Elle offre également des services techniques et des conseils en matière de développement économique. Ses activités sont financées par le capital versé par ses membres et par des contributions volontaires de donateurs officiels.

Le mandat de la Banque mondiale est défini par son statut et son règlement. Elle a pour objectif principal de promouvoir le développement économique et social des pays en développement.

Enfin, elle agit en tant que banque de cadre des activités d'aide multilatérale. Elle est membre du Groupe des Banques Internationales pour le Développement (G-BID) et du Comité de Paris.

1818 H Street N.W.
Washington, D.C.
20543 U.S.A.

Téléphone : (202) 477-1224
Cable : INTERNATIONAL
Télégrammes : (202) 477-1224
Telex : 07-07024
19 rue de la Harpe
75001 Paris
Téléphone : (1) 47 33 52 52
01 47 33 52 52
Cable : AFDA PARIS
Télégrammes : 271752 / 271753 / 271754
Telex : 07-07024

Direction de l'expansion du
commerce en Afrique

Affaires étrangères et Commerce extérieur Canada

130, promenade Sussex

Ottawa (Ontario)

K1A 0G2

Tel. : (613) 990-6292

Télex : 950-3740

Télégram : 613-990-295

**Adresses utiles
au Canada**

Centres de commerce international

Centre de commerce international

Canada Place Building

9700 Jasper Avenue, Room 510

Edmonton (Alberta)

T4C 4E2

Tel. : (780) 453-2544

Télex : 957-2762

Télégram : (443) 495-4507

Centre de commerce international

610-6th Street Southwest

Suite 1100

Calgary (Alberta)

T2C 2E2

Tel. : (403) 292-0860

Télégram : (403) 292-4775



Adresses utiles
au Canada

Direction de l'expansion du commerce en Afrique

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2

Tél. : (613) 990-6593

Télex : 053-3745

Télécopieur : (613) 990-3566

Centres du commerce international

Alberta

Centre du commerce international
Canada Place Building
9700 Jasper Avenue, Room 540
Edmonton (Alberta)
T5J 4C3

Tél. : (403) 495-2944

Télex : 037-2762

Télécopieur : (403) 495-4507

Centre du commerce international
510-5th Street Southwest
Suite 1100
Calgary (Alberta)
T2P 3S2

Tél. : (403) 292-6660

Télécopieur : (403) 292-4578

Colombie-Britannique

Centre du commerce international

P.O. Box 11610

900-650 West Georgia Street

Vancouver (Colombie-Britannique)

V6B 5H8

Tél. : (604) 666-1444

Sans frais : 1-800-663-0433

Télex : 04-51191

Télécopieur : (604) 666-8330

Île-du-Prince-Édouard

Centre du commerce international

P.O. Box 1115

Confederation Court Mall

134 Kent Street, Suite 400

Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)

C1A 7M8

Tél. : (902) 566-7400

Télex : 014-44129

Télécopieur : (902) 566-7450

Manitoba

Centre du commerce international

P.O. Box 981

330 Portage Avenue, Room 608

Winnipeg (Manitoba)

R3C 2V2

Tél. : (204) 983-8036

Télex : 07-57624

Télécopieur : (204) 983-2187

Nouveau-Brunswick

Centre du commerce international

Place Assomption

770, rue Main

C.P. 1210

Moncton (Nouveau-Brunswick)

E1C 8P9

Tél. : (506) 857-6452

Télex : 014-2200

Télécopieur : (506) 857-6429

Nouvelle-Écosse

Centre du commerce international

P.O. Box 940, Station M

1496 Lower Water Street

Halifax (Nouvelle-Écosse)

B3J 2V9

Tél. : (902) 426-7540

Télex : 019-22525

Télécopieur : (902) 426-2624

Ontario

Centre du commerce international

Dominion Public Building

1 Front Street West, 4th Floor

Toronto (Ontario)

M5J 1A4

Tél. : (416) 973-5053

Télex : 065-24378

Télécopieur : (416) 973-8161

Québec

Centre du commerce international

Tour de la Bourse

800, place Victoria, bureau 3800

C.P. 247

Montréal (Québec)

H4Z 1E8

Tél. : (514) 283-8185

Télex : 055-60768

Télécopieur : (514) 283-3302

Saskatchewan

Centre du commerce international

105-21st Street East, 6th Floor

Saskatoon (Saskatchewan)

S7K 0B3

Tél. : (306) 975-5925

Télécopieur : (306) 975-5334

Télex : 074-2742

Centre du commerce international

1955 Smith Street, 4th Floor

Regina (Saskatchewan)

S4P 2N8

Tél. : (306) 780-6108

Télex : 071-2745

Télécopieur : (306) 780-6679

Terre-Neuve et Labrador

Centre du commerce international

P.O. Box 8950

90 O'Leary Avenue

St. John's (Terre-Neuve)

A1B 3R9

Tél. : (709) 772-5511

Télex : 016-4749

Télécopieur : (709) 772-2373

Société pour l'expansion des exportations

Colombie-Britannique et Yukon

Société pour l'expansion des exportations

One Bentall Centre

505 Burrard Street, Suite 1030

Vancouver (Colombie-Britannique)

V7X 1M5

Tél. : (604) 688-8658

Télécopieur : (604) 688-3710

Prairies et Nord

Société pour l'expansion des exportations

Bow Valley Square III

255-5th Avenue S.W., Suite 2140

Calgary (Alberta)

T2P 3G6

Tél. : (403) 294-0928

Sans frais : 1-800-661-8638

Télécopieur : (403) 294-1133

District du Manitoba et de la Saskatchewan

Société pour l'expansion des exportations
330 Portage Avenue, Suite 707
Winnipeg (Manitoba)
R3C 0C4
Tél. : (204) 942-0226
Sans frais : 1-800-665-7871
Télécopieur : (204) 983-2187

Ontario

Société pour l'expansion des exportations
P.O. Box 810
National Bank Building
150 York Street, Suite 810
Toronto (Ontario)
M5H 3S5
Tél. : (416) 364-0135
Télécopieur : (416) 862-1267

District de London

Société pour l'expansion des exportations
451 Talbot Street, Suite 303
London (Ontario)
N6A 5C9
Tél. : (519) 645-5828
Télécopieur : (519) 645-4483

District d'Ottawa

Société pour l'expansion des exportations
C.P. 655
151, rue O'Connor
Ottawa (Ontario)
K1P 5T9
Tél. : (613) 598-2992
Câble : EXCREDCORP
Télex : 053-4136
Télécopieur : (613) 237-2690

Québec

Société pour l'expansion des exportations

C.P. 124

Tour de la Bourse

800, place Victoria, bureau 2724

Montréal (Québec)

H4Z 1C3

Tél. : (514) 878-1881

Télécopieur : (514) 878-9891

Atlantique

Société pour l'expansion des exportations

Toronto-Dominion Bank Building

1791 Barrington Street, Suite 1003

Halifax (Nouvelle-Écosse)

B3J 3L1

Tél. : (902) 429-0426

Télécopieur : (902) 423-0881

Industrie, Sciences et Technologie Canada (ISTC)

Immeuble C.D. Howe

235, rue Queen

Ottawa (Ontario)

K1A 0H5

Tél. : (613) 954-2788

Télex : 053-4123

Télécopieur : (613) 954-1894

Association des exportateurs canadiens

99, rue Bank, bureau 250
Ottawa (Ontario)
K1P 6B9
Tél. : (613) 238-8888
Télécopieur : (613) 563-9218

Association des importateurs canadiens

210 Dundas Street West, Suite 700
Toronto (Ontario)
M5G 2E8
Tél. : (416) 595-5333
Télécopieur : (416) 595-8226

Association des manufacturiers canadiens

One Yonge Street, 14th Floor
Toronto (Ontario)
M5E 1J9
Tél. : (416) 363-7261
Télécopieur : (416) 363-3779

Bureau de promotion du commerce

56, rue Sparks, bureau 500
Ottawa (Ontario)
K1P 5A9
Tél. : (613) 233-3925
Télécopieur : (613) 233-7860

Agence canadienne de développement international

Direction de la coopération industrielle
200, promenade du Portage
Hull (Québec)
K1A 0G4

Tél. : (819) 997-7901

Télécopieur : (819) 953-5024

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20072798 3

MAIN HF 1010 .G86A5514 1991
Guide de l'exportateur canadien
15243238



Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada